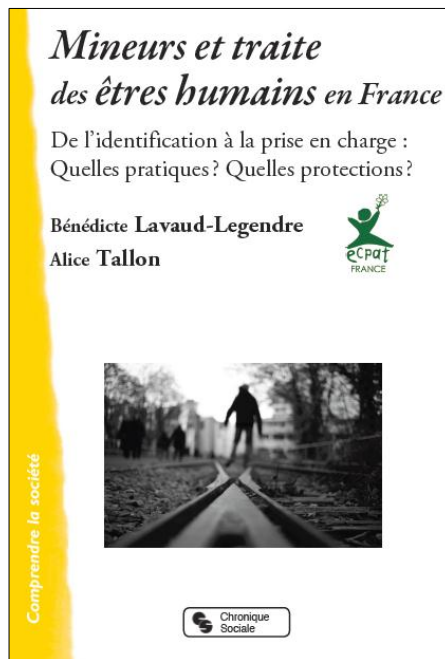


Mineurs et traite des êtres humains en France

Paris, le 9 juin 2016 – En France, aujourd’hui, des enfants sont victimes d’exploitation et de traite des êtres humains. Si l’accès de ces mineurs aux services de protection s’apparente à une véritable course d’obstacles, la proposition de prise en charge est quant à elle souvent inadaptée à leurs besoins spécifiques. C’est ce que Bénédicte Lavaud-Legendre, chercheuse au CNRS et Alice Tallon, juriste chargée de projet à ECPAT France, mettent en évidence dans l’étude « Mineurs et traite des êtres humains », publiée ce jour aux éditions Chronique Sociale et initiée et soutenue par l’association ECPAT France.



Suite à la parution en 2014 du plan d’action national contre la traite des êtres humains, les auteures ont réalisé un état des lieux des dispositifs et pratiques de protection des mineurs victimes de traite en analysant le parcours de 70 d’entre eux dans différentes villes de France.

Leurs constats sont les suivants :

- L’accès à une protection implique avant tout l’identification de ces enfants forcés notamment à travailler, mendier, voler ou se prostituer. Cette identification nécessite que les acteurs à leur contact repèrent les faits et maîtrisent les procédures de signalement. Ce n’est pas toujours le cas. Plus d’un mineur exploité sur deux a été au contact de professionnels qui n’ont pas décelé les faits subis.
- Par ailleurs, même lorsqu’elles sont saisies, les autorités étatiques ne donnent pas nécessairement suite.
- Lorsqu’ils sont pris en charge, une majorité de ces mineurs met en échec la proposition éducative qui leur est faite. L’ambivalence de ces jeunes à l’égard de ceux qui les exploitent et la fréquente absence de référence à une relation éducative bienveillante sont des éléments explicatifs.

La protection de ces mineurs, pourtant particulièrement urgente, est donc loin d’être systématiquement assurée. L’étude « Mineurs et traite des êtres humains en France » a pour ambition d’amorcer une réflexion sur l’origine des difficultés rencontrées tout en proposant des outils pratiques destinés à favoriser l’identification et l’accompagnement de cette catégorie de mineurs en danger.

DOSSIER DE PRESSE disponible [ici](#)